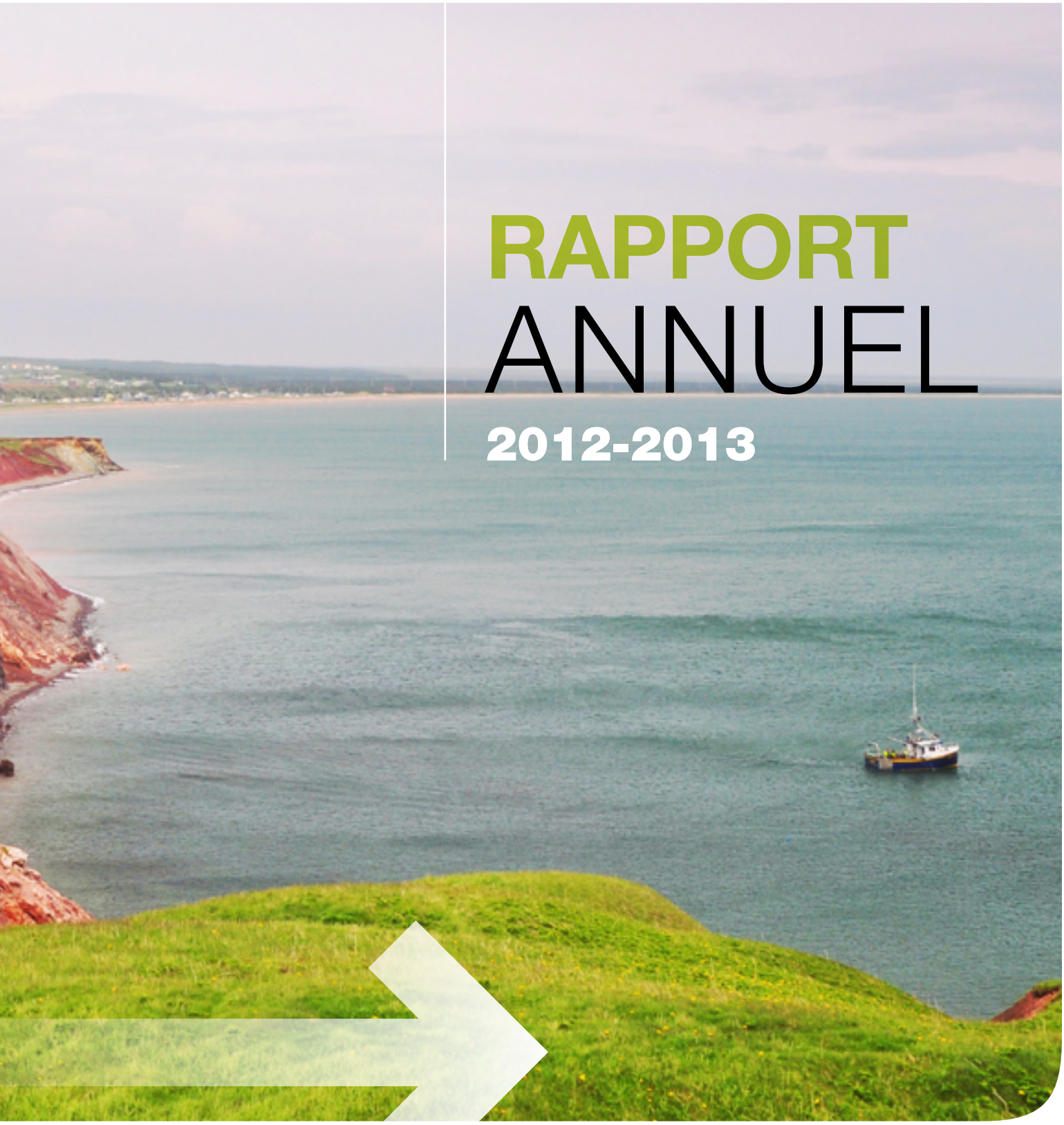


RAPPORT ANNUEL

2012-2013

CRÉGÎM

CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

TABLE DES MATIÈRES

LE MOT DU PRÉSIDENT 3

LA CONFÉRENCE 4

MANDATS ET POUVOIRS 4
TERRITOIRE ET POPULATION[1] 4

PLAN QUINQUENNAL DE DÉVELOPPEMENT 5

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE 6

PÊCHES ET AQUACULTURE 6
AGROALIMENTAIRE 6
INNOVATION 7
TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION 8
CULTURE 8
TOURISME DURABLE 10
ENTREPRENEURIAT 11
ENTENTE AVEC LA VENDÉE 11
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 11

DÉVELOPPEMENT SOCIAL 12

STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE 12
IMMIGRATION 12
LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE 13
ÉDUCATION 13
CONDITIONS DE VIE DES AÎNÉS 14
ÉCONOMIE SOCIALE 15
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 15

INFRASTRUCTURES 16

TRANSPORT 16
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 16

SERVICES PUBLICS 17

ASSURANCE-EMPLOI 17
MAINTIEN DES ÉCOLES DE VILLAGE 17
STRATÉGIE D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE 17
INFORMATION RÉGIONALE 18
PRISES DE POSITION 18
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 18

RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE 19
FORÊT 19
FAUNE 20
RÉCRÉOTOURISME ET VILLÉGIATURE 21
MINES 22
HYDROCARBURES 22
ÉOLIEN 22
AIRES PROTÉGÉES 23
PAYSAGES 23
CHEMINS MULTIUSAGES 23
TABLES DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE 23
FORUM INTERSECTORIEL DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE 24
PRISES DE POSITION 25
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 25

JEUNESSE 26
JOURNÉE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE 26
CONCOURS BRISE LES MYTHES 26
CONCOURS JE PRENDS MA PLACE 26
ACTION JEUNESSE STRUCTURANTE EN PARTICIPATION CITOYENNE 26
CONSULTATION VISION JEUNESSE 26
PRISES DE POSITION DE LA COMMISSION JEUNESSE 27
PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX 27

COMMUNICATION ET MARKETING 28

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION 29

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL 36
ÉTAT DES ENGAGEMENTS 2012-2013 36

LES MEMBRES 39
LE BUREAU DE DIRECTION 39
LE CONSEIL D'ADMINISTRATION 39

LE PERSONNEL 40

LE MOT DU PRÉSIDENT

Mobiliser, soutenir et développer. La mission de la Conférence a beau se résumer en ces trois simples mots, elle n'en demeure pas moins ambitieuse. Que ce soit à titre d'élus, de citoyens ou d'employés, notre équipe rassemble des femmes et hommes qui travaillent au service de la région. Un tel défi n'a rien d'une sinécure, surtout lorsque l'on doit réaliser, comme cette année, des planifications stratégiques inclusives concernant diverses secteurs d'importance. Dans un contexte où la notion de développement durable s'impose comme modus operandi, notre rôle s'avère névralgique pour les gens de chez nous.

Compte tenu de la multiplicité des responsabilités qui nous incombent, nous avons le devoir de comprendre des réalités souvent fort complexes. Pour assurer la meilleure qualité de vie possible à l'ensemble des Madelinots et des Gaspésiens, l'adoption d'une vision d'ensemble s'impose. L'élaboration de notre nouveau Plan quinquennal de développement 2013-2018 illustre bien le type d'exercices auxquels nous nous prêtons avec passion.

L'adhésion suscitée par le Plan numérique pour le développement des technologies de l'information révèle pour sa part toute l'attention que nous accordons à l'innovation. L'engouement suscité par l'élaboration d'une Charte sur le paysage de la Gaspésie démontre tout autant notre volonté d'adhérer à la tendance du tourisme durable.

Mais de telles avancées n'ont de sens que dans la mesure où nous prenons des moyens concrets pour assurer la vitalité de notre territoire. Car les impacts de nos problèmes démographiques se répercutent dans tous les secteurs d'activité. Heureusement, notre Stratégie d'établissement durable des personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine 2012-2018 propose des solutions.

Nous pouvons être particulièrement fiers des membres du Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT), qui ont uni leurs forces dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité. Ils prouvent que, grâce au déploiement de notre intelligence collective, nous pouvons contribuer significativement au mieux-être de notre population.

Il est rare qu'on parle de sourires, de cœur et de créativité dans un rapport annuel. Mais quelle que soit la destination, on ne saurait faire fi de la qualité du trajet. La concertation, les choix budgétaires et la réflexion sur les enjeux prioritaires pour notre région ne peuvent que fructifier dans un climat sain. Le sens de la fraternité peut-il encore nous inspirer aujourd'hui? Les idéaux que poursuit l'équipe de la Conférence interpellent des habiletés relationnelles que nous devons sans cesse cultiver. Ils s'enracinent dans un territoire habité par des gens qui partagent une noble conviction : il fait bon vivre ici.

BERTRAND BERGER

LA CONFÉRENCE

La Conférence régionale des élus Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a été mise en place le 23 mars 2004. Elle est alors devenue, pour le territoire qu'elle représente, l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de développement régional. La Conférence est une instance de concertation et de planification composée à la base d'élus municipaux qui s'adjoignent des représentants des divers secteurs socioéconomiques. Elle est régie par la **Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire**.

MANDATS ET POUVOIRS

La Conférence a comme principal mandat de faire valoir les intérêts de la région auprès du gouvernement québécois et de lui donner des avis pour le développement régional.

Elle doit établir et réaliser le **Plan quinquennal de développement**, conclure des ententes spécifiques et de partenariat, soutenir des actions structurantes en regard des priorités régionales, favoriser la concertation dans la région et gérer le Fonds de développement régional.

TERRITOIRE ET POPULATION[1]

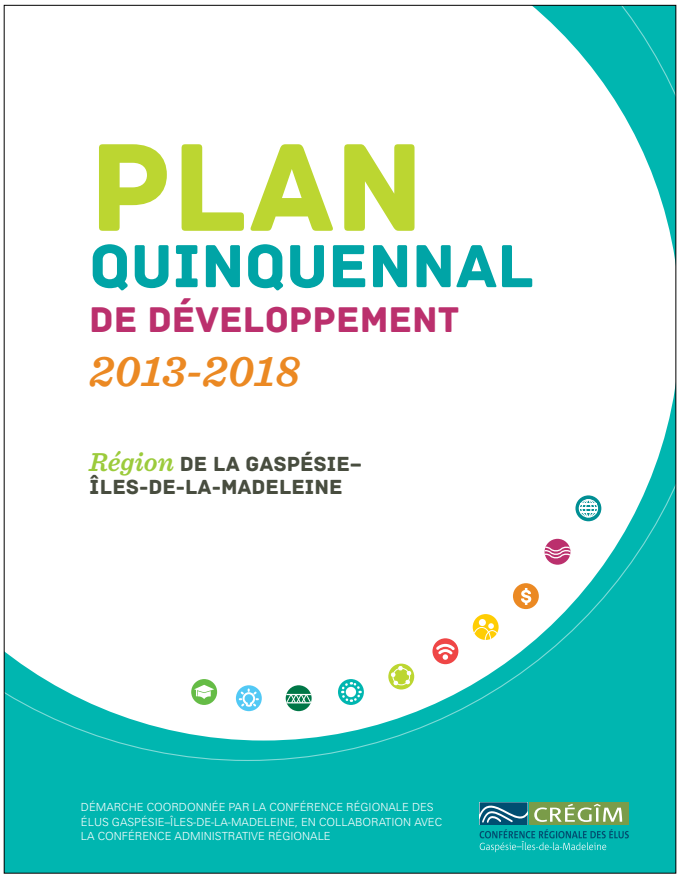
La région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est reconnue depuis le 22 décembre 1987. Elle se compose de deux ensembles physiographiques : la péninsule gaspésienne (20 069 km²) et l'archipel des Îles-de-la-Madeleine (203 km²). L'ensemble du territoire s'avance dans les eaux du golfe du Saint-Laurent à l'extrémité est du Québec. Ce vaste territoire possède un relief accidenté à l'intérieur des terres dont la plus grande partie, 80 %, est recouverte d'une forêt à dominance de conifères. Les bons sols occupent les basses terres situées le long du littoral et des vallées fluviales. Le sous-sol renferme des gisements minéraux. Les activités prédominantes de la région se retrouvent dans les secteurs des pêches, de la forêt, du tourisme et, plus récemment, de l'éolien.

La région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine compte quarante-deux municipalités locales, sept territoires non organisés, deux réserves et une communauté amérindienne micmaque. Elle comprend cinq municipalités régionales de comté (MRC) et deux municipalités hors MRC (Les Îles-de-la-Madeleine et Grosse-Île). À l'exception de quelques villages, la population de 92 536 habitants (2012) est dispersée le long du littoral. Les principales causes de cette dispersion sont la configuration géographique de la péninsule, la nature des potentiels biophysiques et de leurs différents types de mise en valeur. La majorité des localités comptent moins de 5 000 habitants. La région est caractérisée par une multitude de centres de petite taille et par un réseau de transports très étendu par rapport à la population à desservir.

1. La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ainsi que ses municipalités régionales de comté (MRC) et territoire équivalent (TE), (http://www.stat.gouv.qc.ca/regions/profils/region_11/region_11_00.htm). Institut de la statistique du Québec.

PLAN QUINQUENNAL
DE DÉVELOPPEMENT

La Conférence est fière d'avoir déposé son tout nouveau **plan quinquennal de développement 2013-2018** pour la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
Le plan quinquennal de développement est un document rassembleur qui traite des enjeux et des orientations prioritaires de la région, et ce, dans un souci de complémentarité avec les autres planifications sectorielles et territoriales en vigueur. L'élaboration du plan quinquennal de développement s'est appuyée sur la consultation de près de 500 citoyens et partenaires de la région autant en Gaspésie qu'aux Îles-de-la-Madeleine. La Conférence a par ailleurs suivi de près les nombreuses activités de consultation qui se sont déroulées dans le cadre de la stratégie Horizon 2022, une initiative de la municipalité des Îles-de-la-Madeleine.



DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

PÊCHES ET AQUACULTURE

Afin de contribuer à l'établissement d'un modèle de pêcherie durable, la Conférence désire accroitre ses interventions dans la filière halieutique régionale en agissant plus spécifiquement sur deux volets : la concertation entre les acteurs et le soutien au secteur. Plus précisément, la commercialisation, la main-d'œuvre et l'innovation constituent les axes d'intervention qui seront privilégiés. Un plan d'action a ainsi été déposé au cours de l'année pour concrétiser ces orientations. La Conférence a accompagné la Table des pêches maritimes dans la réflexion entourant l'École des pêches et de l'aquaculture du Québec (ÉPAQ) et fait partie du comité organisateur du Colloque sur la valorisation des coproduits marins qui se tenait à Gaspé le 24 février dernier.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

CRÉNEAU ACCORD RESSOURCES, SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES 2012-2015 (**15 721 $**)

MISSION COMMERCIALE : NORTH ATLANTIC FISH AND WORKBOAT SHOW (**5000 $**)

RENCONTRE TECHNOLOGIQUE SUR LA VALORISATION DES COPRODUITS MARINS (**5000 $**)

CONGRÈS ANNUEL DE L'ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE L'INDUSTRIE DE LA PÊCHE (AQIP) — 2012 (**5000 $**)

SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MARICOLE (SODIM) (**75 000 $**)

AGROALIMENTAIRE

La Conférence est en négociation actuellement avec le ministère de l'Alimentation, des Pêcheries et de l'Agriculture en vue du renouvèlement du Programme régional de développement de l'agroalimentaire. De 2007 à 2011, il avait soutenu cent trente-neuf projets de développement totalisant des investissements de 10 M$. D'autre part, les organismes de la région qui favorisent la production et la mise en marché des produits du terroir ont continué d'être soutenus dans leurs actions.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

BON GOÛT FRAIS DES ÎLES (**18 000 $**)

GASPÉSIE GOURMANDE (**18 000 $**)

UNION DES PRODUCTEURS AGRICOLES (UPA), AGENT DE DÉVELOPPEMENT (**10 000 $**)

TABLE DE CONCERTATION BIOALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE (**29 000 $**)

PRODUIRE LA SANTÉ ENSEMBLE (**20 000 $**)

INNOVATION

À la suite du Forum recherche et innovation, tenu l'automne dernier, des démarches ont débuté afin d'élaborer une Stratégie régionale sur la recherche et l'innovation, distincte de la Politique nationale de la recherche et de l'innovation dévoilée en juin par le gouvernement du Québec. Des activités de consultation sont à venir pour en arriver à l'adoption de cette stratégie à l'automne 2013. Des partenaires tels que l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), le Technocentre des technologies de l'information Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Centre d'innovation de l'aquaculture et des pêches du Québec (MERINOV), le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM), le Consortium en foresterie Gaspésie-Les-Îles, le Centre d'initiation à la recherche et d'aide au développement durable (CIRADD), le TechnoCentre éolien et le Cégep de la Gaspésie et des Îles ont déjà été approchés.

En parallèle, **Service d'accompagnement rapproché en entreprise, axé sur l'innovation (INNOVARE)** a poursuivi ses activités visant à accompagner des entreprises présentant un fort potentiel de croissance, de développement et d'innovation. Ce service aux entreprises œuvre dans les secteurs de l'éolien, du récréotourisme, du bioalimentaire, des ressources, sciences et technologies marines et des autres secteurs manufacturiers et tertiaires moteurs. Grâce à un annuaire des compétences régionales développé par INNOVARE, des professionnels ayant des expertises particulières sont interpelés pour intervenir auprès des entreprises accompagnées. De nouveaux membres continuent d'adhérer à cette communauté de pratique et des efforts de réseautage sont faits afin que de nouveaux partenaires adhèrent à les rangs de cette initiative régionale. Ce service est rendu possible grâce à l'Entente de partenariat pour la mise en place du Service d'accompagnement rapproché aux entreprises de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

À l'automne 2012, avec la signature de l'antenne régionale de l'Association pour le développement de la recherche industrielle du Québec et du Réseau-conseil en technologie et en innovation (ADRIQ-RCTi), INNOVARE devenait leur interlocuteur privilégié en ce qui a trait à l'identification des besoins des entreprises de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.

Les activités du comité régional en innovation se sont concentrées sur la préparation d'un événement d'innovation ouvert, « Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine en mode solutions », qui se tiendra en 2013-2014. Une autre cellule de travail a été formée afin d'étudier, de bonifier et d'adapter le concept de Centre de valorisation des bois, qui pourrait constituer une solution de rechange à diverses problématiques vécues par le secteur forestier. Notons entre autres la quasi-absence de marchés de proximité pour les sous-produits de transformation, l'absence de débouchés et de preneurs pour les bois feuillus de faible qualité, le faible niveau de valorisation des bois transformés en région, etc.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

STRATÉGIE RÉGIONALE EN RECHERCHE ET INNOVATION (**5000 $**)

SOUTIEN À LA RECHERCHE EN GÎM – UQAR **90 000 $**

FORUM RECHERCHE ET INNOVATION (**11 250 $**)

INNOVARE
ACCOMPAGNEMENT RAPPROCHÉ EN ENTREPRISE

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

En novembre, la Conférence a adopté le **Plan numérique territorial pour le développement des technologies de l'information (TI)**, grâce à l'accompagnement du Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO) et aux nombreux intervenants socioéconomiques qui ont participé à son élaboration. Le Plan numérique permettra plus précisément de contribuer à faire de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine une région innovatrice où l'ensemble des citoyens, des entreprises et des organisations ont accès aux technologies de l'information et les utilisent à leur plein potentiel pour améliorer le bien-être de la population, l'occupation dynamique du territoire et l'essor économique.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE : RÉGION NUMÉRIQUE (**75 000 $**)

TECHNOCENTRE DES TIC (**50 000 $**)

AGENCE DE GÉOMATIQUE – ÉTUDE DE FAISABILITÉ (**25 000 $**)

DÉVELOPPEMENT DE SERVICES PARTAGÉS EN TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION EN GASPÉSIE (**15 000 $**)

CULTURE

La Conférence a participé activement à la réalisation de la politique culturelle régionale de la GÎM, sous la responsabilité du ministère de la Culture et des Communications, qui a été rendue publique en juin. Des efforts considérables ont également été consacrés au renouvellement de ses **ententes en culture**. Une proposition de partenariat a été faite à Tourisme Gaspésie en vue de joindre l'Entente de partenariat régional en tourisme, qui visait une intervention ciblée auprès du secteur événementiel, mais elle a été rejetée. Quant à l'Entente portant sur le développement culturel, qui viendra à échéance en mars 2013, le ministère de la Culture et des Communications n'est toujours pas en mesure de confirmer sa contribution. Enfin, l'Entente en arts et lettres a pour sa part permis de poursuivre le travail d'accompagnement auprès des artistes, écrivains et organisations artistiques professionnelles de la région.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

ÉTATS GÉNÉRAUX DU CINÉMA EN GASPÉSIE (**7500 $**)

LA CITÉ – CD SPECTACLE (**22 500 $**)

ENTENTE
EN DÉVELOPPEMENT
CULTUREL

LIVRES EN FÊTES! (**67 500 $**)

CONSEIL DE LA CULTURE DE LA GASPÉSIE (**21 900 $**)

ARRIMAGE (**8100 $**)

CULTURE (SUITE)

FONDS DE SOUTIEN AUX ÉVÉNEMENTS CULTURELS

RENCONTRES INTERNATIONALES DE LA PHOTOGRAPHIE (**15 000 $**)

FESTIVAL EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE (**20 000 $**)

FÊTE DU BOIS FLOTTÉ (**15 000 $**)

FESTIVAL MUSIQUE DU BOUT DU MONDE (**20 000 $**)

FAIRE AVEC (**9000 $**)

LA MER SUR UN PLATEAU (**7000 $**)

FESTIVAL LA VIRÉE (**7000 $**)

FESTIVAL BLUEGRASS DE NEW RICHMOND (**7000 $**)

FONDS DE SOUTIEN À LA MISE EN VALEUR DU PATRIMOINE

RÉSEAU MUSÉAL ET PATRIMONIAL DE LA GASPÉSIE (**30 000 $**)

RÉSEAU MUSÉAL DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**5000 $**)

EX-VOTO - GASPÉSIE SPECTACULAIRE (**30 000 $**)

FORUM INTERNATIONAL D'ARCHITECTURE VERNACULAIRE – PATRIMOINE GASPÉSIE (**30 000 $**)

CUEILLETTE DE TÉMOIGNAGE DES EXPROPRIÉS DE FORILLON (**20 000 $**)

DE FADAISES DE FALAISES, D'ARRIMAGES D'IMAGES - COMPAGNIE DES HISTOIRES DU MONDE (**20 000 $**)

CIRCUIT D'AUDIO GUIDE DU SITE HISTORIQUE DE LA GRAVE (**12 000 $**)

CÉLÉBRATION DU PATRIMOINE DE LA COMMUNAUTÉ ANGLOPHONE DE LA BAIE DE CASCAPÉDIA (**10 000 $**)

FONDS DES ARTS ET DES LETTRES

VOLET ARTISTE :

GUILLAUME ARSENAULT (**9 600 $**)

NIGEL QUINN (**14 800 $**)

ESTELLE MARCOUX (**13 400 $**)

ROGER GIRARD (**11 650 $**)

SAMUEL VÉZINA (**13 900 $**)

CLAUDE CORMIER (**15 000 $**)

JEAN-FRANÇOIS AUBÉ (**10 000 $**)

MAJORIE LAPIERRE (**11 650 $**)

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

TOURISME DURABLE

Depuis l'adoption en 2006 de la **Politique-cadre de développement touristique des Îles-de-la-Madeleine et en 2010**, de la **Politique-cadre du tourisme durable de la Gaspésie**, plusieurs actions ont été mises en œuvre pour atteindre les objectifs escomptés. Un plan marketing en tourisme durable a été élaboré, au cours de la dernière année. Ainsi, le site web **EspaceTourismeDurable.com** a été mis en ligne afin de tenir les acteurs informés et de leur permettre d'échanger sur les bonnes pratiques en tourisme durable. On y trouve ainsi plusieurs analyses produites en collaboration avec le Réseau de veille en tourisme de même que des capsules vidéo qui mettent en valeurs les initiatives régionales.

La Charte des paysages de la Gaspésie a été adoptée en avril et signée par une quarantaine de partenaires. Une importante démarche de consultation, réalisée de concert avec les MRC du territoire, a précédé l'adoption de cet outil qui permettra de réfléchir et d'agir collectivement en ce qui concerne la préservation et la mise en valeur des paysages. De plus, une étude sur les retombées économiques du tourisme aux Îles-de-la-Madeleine a été réalisée en novembre, de même qu'une enquête auprès des visiteurs sur le même territoire.

Par ailleurs, dans le cadre du plan de développement de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine mené par le comité ministériel présidé par Mme Pauline Marois, la Conférence a élaboré une stratégie d'intervention en tourisme durable.

ESPACE tourisme DURABLE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

- PROJET DE POLITIQUE-CADRE EN TOURISME EN GASPÉSIE (**120 000 $**)
- ÉCONOMUSÉE DES PÊCHES SUR LA POINTE DE GRANDE-ENTRÉE (**100 000 $**)
- PLAN DE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE GROSSE-ÎLE (**50 000 $**)
- GÉOPARC DE PERCÉ (**64 748 $**)
- LA ROUTE DES BELVÉDÈRES 2012-2013 (**20 570 $**)
- PERCÉ L'INCONTOURNABLE (ÉTUDES DE L'AN 2) STRATÉGIE ACCORD (**20 000 $**)
- COORDINATION ACCORD RÉCRÉOTOURISME (**16 667 $**)
- RAID INTERNATIONAL GASPÉSIE (**10 000 $**)

ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL EN TOURISME POUR LES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

- AUTOBUS LES SILLONS : ACHAT D'UN AUTOCAR (**4000 $**)
- DOUCEURS DES ÎLES : PROJET D'ATELIERS CULINAIRES (**5100 $**)
- CENTRE CULTUREL DE HAVRE-AUBERT : TRADUCTION DE LA PIÈCE « MES ÎLES, MON PAYS » (**4000 $**)

ENTREPRENEURIAT

La Conférence a accompagné le Conseil régional de mentorat dans l'organisation de ses rencontres et sa campagne de promotion du mentorat pour les entrepreneurs. Elle a également siégé à la Table d'action en entrepreneuriat de la région. D'autres projets favorisant l'entrepreneuriat sur le territoire ont été financés grâce à différents fonds gérés par la Conférence.

ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE ET VOLET ENTREPRENEURIAT

FEMMESSOR (**19 500 $**)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

GIMXPORT (**75 000 $**)

CONSEIL RÉGIONAL DE MENTORAT GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**15 000 $**)

RESSOURCE EN ENTREPRENEURIAT SCOLAIRE EN HAUTE-GASPÉSIE 2012-2014 (**10 000 $**)

ENTENTE AVEC LA VENDÉE

En janvier 2013, la Conférence a officiellement renouvelé pour trois ans son entente de partenariat avec le Conseil général de la Vendée, en France. Depuis 2005, la région entretient des relations avec cette région, en particulier sur les plans touristique et culturel. Les relations économiques, notamment dans les secteurs halieutique et éolien, seront intensifiées, le tout dans une perspective de développement durable.

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine du développement économique :

CRÉNEAU ACCORD RESSOURCES, SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES;

CRÉNEAU ACCORD RÉCRÉOTOURISME;

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE MARICOLE (SODIM);

TABLE MARICOLE;

TABLE DE CONCERTATION BIOALIMENTAIRE DE LA GASPÉSIE;

TABLE BIOALIMENTAIRE DES ÎLES;

TABLE D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT;

COMITÉ DU GÉOPARC DE MONT-SAINT-PIERRE.

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE

La Stratégie d'établissement durable des personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine 2012-2018 prend tout son sens considérant la réalité régionale où l'on prévoit un manque de main-d'œuvre marqué dans les prochaines années, le besoin de relève entrepreneuriale, l'importance d'attirer des étudiants dans nos établissements d'enseignement et la nécessité de vitaliser les territoires. Le plan d'action a été adopté par les partenaires et plus d'une quarantaine d'organisations collaboratrices ont signé la déclaration d'engagement au cours de l'hiver. La stratégie s'inscrit comme suite logique à l'entente spécifique sur l'immigration 2008-2011 (prolongée jusqu'en 2013) et aux ententes Cap sur l'avenir 2006-2009 et 2009-2012 sur le retour et l'établissement des jeunes. Son lancement officiel a eu lieu le 4 juin en Gaspésie et le 6 juin aux Îles-de-la-Madeleine, rassemblant plus de 75 personnes issues des organisations régionales et territoriales.

Pour susciter l'intérêt de potentiels nouveaux arrivants, il s'avère primordial pour la région et ses organisations de projeter une image positive et attirante. Jusqu'à maintenant, un logo et un slogan ont vu le jour et la refonte du site Internet est en cours. Du matériel promotionnel et des campagnes publicitaires seront développés au cours des prochains mois, en misant entre autres sur les réseaux sociaux. Quelques activités de recrutement de la région ont aussi été tenues à Montréal et Québec, principalement auprès des jeunes universitaires et des personnes immigrantes. De même, la Commission jeunesse a réalisé les mandats d'organisation de la septième Journée de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine le 6 juin et du concours Brise les mythes dans le cadre de la Stratégie d'établissement durable. Enfin, des indicateurs d'impact et de rendement ont été développés en collaboration avec le CIRADD pour mesurer l'atteinte des objectifs et assurer un suivi de la réussite des actions de la stratégie.

IMMIGRATION

L'**Entente de régionalisation de l'immigration**, qui prenait fin cette année, a présenté un bilan positif des investissements totalisant 466 762 $ de 2008 à 2013. Cette entente visait à répondre au besoin accru en main-d'œuvre, en favorisant l'arrivée et l'intégration des personnes immigrante. Un important travail de sensibilisation et de formation a été réalisé auprès des intervenants socioéconomiques de la région et cinq services d'accueil et de soutien à l'intégration des personnes immigrantes ont vu le jour, notamment grâce au soutien financier de la Conférence. Un travail de promotion a aussi été effectué auprès des organismes de régionalisation de l'immigration et des personnes immigrantes à Montréal. Étant donné l'adhésion des MRC à la démarche et l'ouverture du milieu à accueillir de nouveaux arrivants pour dynamiser la région, les négociations en vue d'assurer le renouvèlement de l'entente sont en cours, dans le cadre de la Stratégie d'établissement durable.

L'organisation des Journées de la diversité gaspésienne et madelinienne en mars 2013 a constitué un excellent moyen de partage interculturel. 500 personnes ont été directement rejointes par la dizaine d'activités organisées dans toutes les MRC du territoire. L'activité sera reconduite l'année prochaine.

Une présentation sur l'intégration des personnes immigrantes a été effectuée lors du colloque du créneau ACCORD récréotouristique portant sur les ressources humaines. Cette présentation, jumelée à un ensemble de facteurs, a fait émerger une proposition de création d'un institut de formation hôtelière intégré dans la Baie-des-Chaleurs pour lequel l'agente de liaison de la Stratégie d'établissement durable aura pour mandat de contribuer au recrutement d'étudiants potentiels, notamment des personnes immigrantes.

LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

L'Alliance pour la solidarité 2011-2015 est une entente gérée par la Conférence qui a pour but de favoriser la mobilisation et la concertation des partenaires locaux leur permettant d'agir sur des enjeux jugés prioritaires en matière de lutte à la pauvreté et à l'exclusion sociale de leurs collectivités. Pour y arriver, la démarche d'Approche territoriale intégrée (ATI) est implantée dans les six territoires de la région. Chaque territoire a présenté un plan d'action visant d'abord la mobilisation des acteurs locaux, la détermination des enjeux locaux en matière de lutte contre la pauvreté et à l'exclusion sociale et, par la suite, le financement d'actions répondant à ces enjeux. L'enveloppe allouée à la région dans le cadre de l'Alliance pour la solidarité se chiffre à 4 310 918 $.

Le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT) a été mis en place au courant de l'année à la suite d'une tournée régionale d'échanges ayant réuni plusieurs partenaires dont la mission touche au développement des collectivités, particulièrement la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette mobilisation, qui vise principalement à soutenir les collectivités locales dans la prise en charge de leur développement, aura permis en mai 2013 de tenir la première assemblée du Réseau avec120 participants. La Conférence a embauché une ressource en septembre dernier pour coordonner la mise en place du RESSORT, qui vise plus concrètement à :

- **favoriser la réflexion et l'élaboration d'une vision commune des enjeux en développement social et développement des collectivités;**
- **favoriser l'intégration des pratiques en soutien au développement des collectivités;**
- **favoriser l'accès aux ressources pour les collectivités locales;**
- **développer et mettre en réseau un savoir-faire collectif en développement social et des collectivités.**

Le 13 mars, la ministre Agnès Maltais a convoqué les membres de la Table Québec-Région à un Forum sur la solidarité pour évaluer l'évolution du déploiement des Alliances pour la solidarité. La Conférence a été invitée à présenter sa propre démarche d'ATI et le Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT).

Par ailleurs, le nouveau Fonds d'innovation sociale a été mis en place et un portrait régional en développement social a été développé au courant de l'année pour publication au courant de l'année 2013.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

RESSORT
Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine

FONDS DE LUTTE À LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE – MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE (**25 000 $**)

MISE EN PLACE D'UN ORGANISME SPÉCIALISÉ DANS LE DOMAINE DU BUDGET, DU CRÉDIT ET DANS LA DÉFENSE DES DROITS DES CONSOMMATEURS ET CONSOMMATRICES DE LA GASPÉSIE (**5970 $**)

ÉDUCATION

La Conférence est partenaire fiduciaire de l'Instance régionale de mobilisation en persévérance scolaire, maintenant appelée Complice. En plus d'accompagner les milieux locaux dans la mise en œuvre de leur plan d'action en persévérance scolaire, Complice – Persévérance scolaire Gaspésie-Les Îles a assuré, pour une première année, la mise en œuvre de son plan d'action régional. Parmi ses principales réalisations, mentionnons l'organisation des Journées de la persévérance scolaire du 11 au 15 février 2013, l'accompagnement des partenaires locaux dans l'évaluation des projets soutenus et la mise en place du fonds de soutien en persévérance scolaire (volets local et régional). En effet, grâce à la généreuse contribution financière de Réunir Réussir, Complice – Persévérance scolaire a soutenu, pour une première année, près d'une quarantaine d'initiatives locales concertées à la grandeur du territoire. Les investissements totalisant 350 000 $ ont permis la réalisation de projets dont les coûts s'élèvent à environ 800 000 $. Par ailleurs, la Conférence a également siégé à la Table Éducation, Formation, Emploi.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

SALLE COMMUNAUTAIRE DE TÉLÉ-ENSEIGNEMENT DANS LA MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE (**76 000 $**)

STRATÉGIE DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE 2012-2015 (**5000 $**)

CONDITIONS DE VIE DES AÎNÉS

L'année 2012-2013 signe la dernière année de l'**entente spécifique visant l'amélioration des conditions de vie des personnes aînées**. La mise en œuvre de la stratégie régionale a permis de mettre l'accent sur certaines actions, dont la conception et la diffusion des ressources régionales en appui aux Politiques familiales municipales et aux Municipalités amies des aînés (MADA) en collaboration avec les membres de la Table intersectorielle régionale sur les saines habitudes de vie et la participation financière et technique à la création de neuf Carrefours d'information pour les aînés dans la région. Cette entente de cinq ans aura permis de soutenir des projets et des événements à la hauteur de plus de 800 000 $, pour des investissements globaux de 2,45 M$.

FONDS
DE SOUTIEN AUX INITIATIVES VISANT L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES
PERSONNES AÎNÉES

VOLET PROJETS RÉGIONAUX

PORTAIL RÉGIONAL POUR LES PERSONNES AÎNÉES - TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES PERSONNES AÎNÉES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**70 500 $**);

PROGRAMME DE FORMATION CONTINUE POUR LES AÎNÉS (FORMATIONS 50+) - GROUPE COLLEGIA (**100 000 $**);

CARREFOURS D'INFORMATION POUR LES AÎNÉS - REGROUPEMENT DES CENTRES D'ACTION BÉNÉVOLE DE LA GÎM (**106 964 $**) ;

BOTTIN DES RESSOURCES RÉGIONALES EN SOUTIEN AUX POLITIQUES FAMILIALES MUNICIPALES (PFM) ET AUX MUNICIPALITÉS AMIES DES AÎNÉS (MADA) - DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, QUÉBEC EN FORME, URLS ET CRÉGÎM (**400 $**).

VOLET PROJETS

SONDER LES BESOINS ET LES CHAMPS D'INTÉRÊTS EN VUE DE DÉVELOPPER DES LIENS ET DES ACTIVITÉS INTERGÉNÉRATIONNELS - MAISON DE LA FAMILLE DE LA MRC DE BONAVENTURE (**4547 $**)

CENTRE DE SERVICES MONT-LOUIS - CERCLE DES FERMIÈRES DE MONT-LOUIS (**14 057 $**)

GRAND-MAMAN ARRIVE - VISION GASPÉ PERCÉ NOW (**18 806**)

YOUNG AT HEART - VILLAGE GASPÉSIEN DE L'HÉRITAGE BRITANNIQUE (**10 000 $**)

CONCERTATION ET RECHERCHE DU BON HÉBERGEMENT POUR SOUTENIR LA VIE ACTIVE DES PERSONNES AÎNÉES DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE - LE FOYER DU LIEN (**25 000 $**)

DES AÎNÉS EN FORME - COMITÉ LOISIRS DE CAP-DES-ROSIERS (**1335 $**)

SENIORS IN MOTION – COMITEE FOR ANGLOPHONE SOCIAL ACTION (CASA) (**24 867 $**)

TABLES POTAGÈRES ADAPTÉES POUR DES PERSONNES AÎNÉES À MOBILITÉ RÉDUITE - LA MAISON AUX LILAS DE L'ANSE (**4500 $**)

JE NOUS SOUVIENS, TRANSMISSION DE LA TRADITION ORALE - THÉÂTRE DE L'HIPPOGRIFFE (**25 000 $**)

AU-DELÀ DES CARTES ET DU BINGO - CENTRE COMMUNAUTAIRE DOUGLAS (**7 986 $**)

VENDREDI AU CENTRE DE SKI MONT-BÉCHERVAISE (**5000 $**)

TRADITIONS INSULAIRES - AGGLOMÉRATION DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**16 000 $**)

CHORALE L'ÉCHO DES FLOTS DE GASPÉ – PHASE II - ÉCOLE DE MUSIQUE MI-LA-RÉ-SOL (**2190 $**)

COURS DE BASE EN INFORMATIQUE - LE PLAISIR DES MOTS - NEW RICHMOND (**3120 $**)

DEUX GÉNÉRATIONS, UNE HISTOIRE - COMMISSION SCOLAIRE RENÉ-LÉVESQUE (**20 100 $**)

À LA RENCONTRE DE NOS AÎNÉS - MUNICIPALITÉ DE MATAPÉDIA (**8000 $**)

SHOWCASING THE PAST, BUILDING THE FUTURE - COUNCIL FOR ANGLOPHONE MAGDALEN ISLANDERS (CAMI) (**22 262 $**)

CONSTITUTION D'UNE ÉQUIPE D'ANIMATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION MUNICIPAL EN FAVEUR DES AÎNÉS - VILLE DE GASPÉ (**25 000 $**)

CONDITIONS DE VIE DES AÎNÉS (SUITE)

FONDS
DE SOUTIEN AUX INITIATIVES VISANT L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AÎNÉES

VOLET ÉVÉNEMENTS

LES JEUX FADOQ 2012 (**4000 $**)

LES JEUX FADOQ 2013 (**4000 $**)

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES (**10 000 $**)

JEUX DE 50 ANS ET PLUS (**10 000 $**)

ÉCONOMIE SOCIALE

La Conférence assure la coordination du Pôle d'économie sociale Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dont le plan d'action 2012-2013 a permis de mettre l'accent sur deux grandes stratégies, soit la mise en place d'un mécanisme de reconnaissance des entreprises d'économie sociale en collaboration avec les Centres locaux de développement (CLD) et le développement de groupes de référence par MRC facilitant entre autres le réseautage, l'échange d'information, la création d'une communauté de pratiques, le partage d'expertise. En novembre 2012 s'est tenu une Journée de réflexion sur l'économie sociale qui a rassemblé une quarantaine d'acteurs socio-économique afin de partager une compréhension commune de ce qu'est une entreprise d'économie sociale et de dégager des pistes concrètes d'alliances.

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE

D'ici à la fin de l'année, un mécanisme de reconnaissance régional sera mis en place afin, entre autres, de donner aux organismes subventionneurs une liste validée d'entreprises d'économie sociale, d'assurer une base commune de compréhension de ce qu'est une entreprise d'économie sociale et de promouvoir ce modèle de développement endogène, entre autres. Un projet de recherche sur le thème de l'intégration de l'économie sociale au corpus de cours en entrepreneuriat est en cours d'évaluation, grâce à la collaboration du CIRADD et du Cégep de la Gaspésie et des Îles. Le Pôle envisage aussi une collaboration avec le nouveau Centre de transfert des innovations en économie sociale (TIESS).

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine du développement social :

TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION EN IMMIGRATION;

COMITÉS LOCAUX EN IMMIGRATION DE CHAQUE MRC;

RESSORT;

RÉSEAU QUÉBÉCOIS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL;

PÔLE D'ÉCONOMIE SOCIALE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

GROUPE RÉFÉRENCE EN ÉCONOMIE SOCIALE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

CHANTIER DE L'ÉCONOMIE SOCIALE;

COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE;

TABLE ÉDUCATION, FORMATION, EMPLOI;

TABLE RÉGIONALE DE CONCERTATION DES PERSONNES AÎNÉES;

APPUI, CARREFOUR DES PROCHES AIDANTS;

COMITÉ D'ORIENTATION POUR CONTRER LES ABUS ET LA MALTRAITANCE ENVERS LES PERSONNES AÎNÉES;

COMITÉ DE SUIVI DU GUICHET UNIQUE POUR L'ACCÈS AUX SERVICES DE GARDE (BILA);

COMITÉ CONSULTATIF POUR L'ATTRIBUTION DES PLACES EN SERVICES DE GARDE GÎM;

TABLE INTERSECTORIELLE RÉGIONALE SUR LES SAINES HABITUDES DE VIE;

GROUPE-CONSEIL EN CONDITION FÉMININE.

INFRASTRUCTURES

TRANSPORT

Le réseau ferroviaire est considéré comme un outil de développement économique et social stratégique dans la région. Toutefois, une partie du chemin de fer a dû être fermée à la circulation pendant plusieurs mois entre Gaspé et Matapédia puisqu'il nécessite des réfections majeures. La Conférence a accompagné la Société du chemin de fer dans ses démarches auprès du ministère des Transports du Québec pour recevoir du financement dans le but de réparer les ponts endommagés. En mai dernier, la première ministre Pauline Marois a annoncé un financement de 10 M$. Une très bonne nouvelle qui permettra de rouvrir le tronçon entre Gaspé et Percé d'ici à l'automne pour que le train touristique puisse effectuer son trajet avec à son bord des croisiéristes d'Escale Gaspésie. D'autres investissements gouvernementaux seront nécessaires à plus long terme pour assurer la sécurité et la pérennité du réseau.

La Conférence animera le Comité régional en transport aérien (CRTA), qui a pour but d'élaborer une stratégie de maintien et d'amélioration des infrastructures aéroportuaires et dont les priorités sont de mettre à niveau les infrastructures, de maintenir le service de l'avion-hôpital et de développer des capacités de gestion des infrastructures et équipements. Favoriser les retombées économiques et développer les services sont aussi des objectifs du comité. D'autres démarches seront réalisées afin de demander au gouvernement de relancer le Forum national sur le transport aérien.

Par ailleurs, la Conférence continue de collaborer avec le ministère des Transports du Québec dans le processus d'élaboration du Plan territorial en mobilité durable, qui devrait être présenté dans les prochains mois. Rappelons que la région s'était dotée en 2011 d'une vision sur le transport et la mobilité, grâce à des consultations et un forum.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

FONDS DE TRANSPORT COLLECTIF RÉGIONAL (**163 074 $**)

ENTENTE DE SOUTIEN À LA PARTICIPATION DES JEUNES MADELINOTS AUX DIVERSES COMPÉTITIONS SPORTIVES ET ÉVÉNEMENTS RÉGIONAUX DE LOISIR - PROGRAMME ALIZÉE (**10 000 $**)

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine des infrastructures :

SOCIÉTÉ DU CHEMIN DE FER DE LA GASPÉSIE;
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRANSPORT (RÉGÎM);
COMMISSION CONSULTATIVE EN TRANSPORT DES ÎLES;
COMITÉ RÉGIONAL EN TRANSPORT AÉRIEN.

SERVICES PUBLICS

ASSURANCE-EMPLOI

Au début de l'année 2013, le gouvernement fédéral mettait en vigueur sa réforme du programme d'assurance-emploi, fortement décriée par la population, les organismes, les intervenants socioéconomiques et les élus de la région. Ces modifications visent les prestataires fréquents du programme à qui l'on demandera, après la septième semaine de chômage, d'accepter des postes peu spécialisés et dont le salaire pourrait représenter seulement 70 % de celui de leur travail précédent. Les travailleurs seront obligés d'accepter tout emploi à moins d'une heure de distance de leur domicile. Ces changements sont très néfastes non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour les entrepreneurs et l'économie des régions, considérant que plusieurs dépendent de l'industrie saisonnière. Les secteurs de l'agriculture, de la pêche, du tourisme et de la forêt, de même que certains ministères et organismes publics connaissent déjà les répercussions de la réforme.

La Conférence a participé aux activités de la Table sur l'assurance-emploi de la Gaspésie et celle des Îles-de-la-Madeleine, en plus de faire partie de la Coalition de l'Est-du-Québec sur l'assurance-emploi qui ont pour objectif de faire pression auprès du gouvernement fédéral pour qu'il rétablisse le programme précédent, le temps de réaliser une étude approfondie des impacts de cette réforme sur les communautés du pays. En février, une délégation d'une quarantaine de membres de la coalition s'est déplacée à Ottawa pour sensibiliser plusieurs députés de la Colline Parlementaire, mais avec l'objectif principal de rencontrer la ministre des Ressources humaines, Mme Diane Finley. Des membres de la Coalition ont également participé à un spectacle engagé et à une grande manifestation organisée par la Coalition québécoise contre la réforme de l'assurance-emploi à Montréal les 4 et 27 avril respectivement. Enfin, la Conférence collabore avec la Commission nationale d'examen sur l'assurance-emploi, mise en place par le gouvernement du Québec.

MAINTIEN DES ÉCOLES DE VILLAGE

Ces dernières années, les commissions scolaires de la région ont dû annoncer la fermeture d'écoles de village, puisque ces dernières ne comptaient plus suffisamment d'élèves. La plupart du temps, les citoyens et les élus municipaux se sont mobilisés pour tenter de sauver leurs écoles de la fermeture afin de maintenir ce service à la population et d'attirer de nouvelles familles sur leur territoire. De part son mandat de concertation, la Conférence s'est engagée à réunir les acteurs des milieux scolaires, municipaux et gouvernementaux pour établir un portrait régional de l'état actuel et anticipé de la vitalité des écoles de village et dégager des pistes de solutions et d'interventions.

STRATÉGIE D'INTERVENTION GOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Tel que promis aux dernières élections provinciales, un comité ministériel présidé par la première ministre Pauline Marois a élaboré une Stratégie d'intervention gouvernementale de la région Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'échelonnant sur cinq ans. Avant son dévoilement, en mai dernier, une vaste tournée de consultation a été organisée. La Conférence a eu l'occasion de participer à la réflexion. Après avoir pris connaissance de la stratégie, la Conférence a annoncé qu'elle offrira toute sa collaboration pour sa mise en œuvre, en espérant que le gouvernement s'implique directement dans chacun des projets présentés comme étant des priorités.

INFORMATION RÉGIONALE

Un **mémoire** a été présenté au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC) en novembre dans le cadre du renouvèlement des licences de Radio-Canada. Les demandes adressées visent notamment à corriger les lacunes de couverture journalistique et de diffusion sur le territoire gaspésien et madelinot. Bien que la population puisse compter sur une multitude de médias dans la région, Radio-Canada joue un rôle crucial dans la diffusion de l'information régionale. La radio de Radio-Canada Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine est d'ailleurs le seul média qui possède actuellement les moyens techniques et le mandat de joindre quotidiennement et simultanément les citoyens de tous les secteurs du territoire.

FONDS
DE DÉVELOPPEMENT
RÉGIONAL

GRAFFICI.CA (**60 000 $**)

PRISES DE POSITION

Que ce soit sous forme de communiqué de presse ou de mémoire, la Conférence a pris position sur une foule de sujets d'importance pour le développement régional, dont voici quelques exemples :

- **Mémoire sur les services qu'offre Radio-Canada (mémoire);**
- **Mémoire pour le maintien de la circonscription Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (mémoire);**
- **Pour que Développement économique Canada poursuive sa collaboration dans plusieurs projets régionaux d'importance (communiqué);**
- **Dénonciation des compressions budgétaires et de la diminution de l'offre de service au Parc national Forillon (communiqué);**
- **Déception en regard des réductions importantes pour la région dans les crédits déposés par le gouvernement péquiste (communiqué);**
- **Soutien aux revendications autochtones Idle No More (communiqué).**

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires dans le domaine des services publics :

COALITION DE L'EST-DU-QUÉBEC SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

TABLE DE CONCERTATION SUR L'ASSURANCE-EMPLOI DE LA GASPÉSIE

TABLE DE CONCERTATION SUR L'ASSURANCE-EMPLOI DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

RESSOURCES NATURELLES ET TERRITOIRE

La Commission des ressources naturelles et du territoire (CRNT) de la Conférence a poursuivi ses travaux afin d'encadrer la mise en œuvre du **Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT)**, en collaboration avec la direction générale Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine du ministère des Ressources naturelles (MRN). Les commissaires et les représentants sectoriels (forestier, faunique, etc.) y siégeant ont apporté leurs recommandations à la CRÉGÎM sur les différentes actions à poursuivre au cours de l'année.

FORÊT

La Table sectorielle Forêt, mise en place par la Conférence en juin 2010, a pour mandat de se pencher sur les aspects liés au développement du domaine forestier gaspésien et de répondre aux demandes de la CRÉ relativement aux aspects liés au développement du secteur forestier régional. Le président de la Table siège à la CRNT. Les intervenants de cette table ont touché à divers dossiers d'importance, notamment le développement de la filière des produits du bois à valeur ajoutée, l'approche propriétaire dans la mise en valeur de la forêt privée, l'amélioration des conditions d'emploi en forêt, l'intégration de la relève et l'émergence d'une culture forestière régionale.

De plus, en 2012, certains bénéficiaires de garanties d'approvisionnement concernés ont entamé une démarche visant à faciliter l'obtention d'une certification forestière selon la norme FSC pour les territoires forestiers publics de la Gaspésie. Depuis le printemps 2012, une structure corporative regroupant des industriels a vu le jour, ce qui a facilité grandement le cheminement du projet et le climat de concertation qui l'entoure. Afin d'assurer la certification progressive du territoire et de permettre à tous les intervenants, incluant les futurs bénéficiaires de garanties d'approvisionnement, de se familiariser avec les exigences de la certification environnementale et forestière tout en améliorant l'accès à des bois certifiés, il a été convenu que la corporation unirait ses efforts avec les acteurs concernés afin de répondre aux exigences de la norme FSC boréale par la production de différents livrables.

PROGRAMME DE MISE EN VALEURS DES RESSOURCES DU MILIEU FORESTIER

PROJET RÉGIONAL D'ACCOMPAGNEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE DES PRODUITS DU BOIS À VALEUR AJOUTÉE - PHASE 1 – ASSOCIATION BOIS D'APPARENCE GASPÉSIE (**25 000 $**)

ÉMERGENCE D'UNE CULTURE FORESTIÈRE RÉGIONALE – ASSOCIATION FORESTIÈRE DE LA GASPÉSIE (**25 000 $**)

PROJET DE MISE EN VALEUR DE LA FORÊT PRIVÉE GASPÉSIENNE – AGENCE RÉGIONALE DE MISE EN VALEUR DES FORÊTS PRIVÉES (AFOGÎM) (**12 500 $**)

CONSORTIUM EN FORESTERIE GASPÉSIE–LES-ÎLES (**150 000 $**)

PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE INTÉGRÉE RÉGIONALISÉE (PAIR)

ASSOCIATION BOIS D'APPARENCE GASPÉSIE – PROJET RÉGIONAL D'ACCOMPAGNEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE DES PRODUITS DU BOIS À VALEUR AJOUTÉE – PHASE 2 (**37 600 $**)

LE GROUPE RÉGIONS DU QUÉBEC WOOD EXPORT BUREAU (QWEB) – APPUI AUX INITIATIVES RÉGIONALES DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS EXTÉRIEURS POUR LES PRODUITS DU BOIS – SAISON 2013 (**5374 $**)

COOPÉRATIVE D'AMÉNAGEMENT FORESTIER DE LA BAIE-DES-CHALEURS – AVANTAGES RÉGIONAUX ATTRIBUABLES À L'ÉCLAIRCIE PRÉCOMMERCIALE (**26 000 $**)

GIMXPORT – RÔLE DE PREMIER RÉPONDANT QWEB EN RÉGION (**10 000 $**)

ASSOCIATION FORESTIÈRE DE LA GASPÉSIE – RÉALISATION D'UNE VISITE ÉDUCATIVE EN FORÊT (**7950 $**)

FAUNE

La Table sectorielle Faune travaille essentiellement à l'identification des priorités régionales visant à développer le secteur faunique et à augmenter les retombées économiques associées à la faune gaspésienne. Elle est composée de représentants des différentes sphères d'activités liées au secteur faunique, dont le président siège à la CRNT. En 2012, un diagnostic des territoires fauniques structurés a été entamé en partenariat avec le CIRADD. Un projet de recherche visant à connaitre la valeur économique de la chasse à l'orignal a aussi été mené par le Consortium en foresterie Gaspésie–Les Îles, en partenariat avec la Conférence, la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs secteur Gaspésie–Les Îles et l'Université Laval. Les résultats de cette étude pourront être utilisés comme intrants dans un projet d'optimisation de scénarios de la gestion intégrée, lui aussi mené par le Consortium. La Table sectorielle Faune a également travaillé sur divers autres dossiers d'importance telle que l'élaboration d'une méthode servant à définir les sites d'intérêts dans les rivières à saumon via l'analyse spatiale et la mise en marché du secteur faunique.

De plus, la Conférence travaille présentement en collaboration avec la firme ÉcoRessources Consultants et avec les intervenants du milieu faunique à l'élaboration d'une étude sur les retombées économiques associées à la faune en Gaspésie. Les données de cette étude seront distinguées par secteur d'activité (chasse, pêche, piégeage) et mettront en lumière l'impact positif des activités fauniques, tant sur l'économie régionale que provinciale. Enfin, l'équipe de rétablissement du caribou de la Gaspésie, dont fait partie la Conférence, devrait livrer sous peu un nouveau Plan de rétablissement du caribou de la Gaspésie.

PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU MILIEU FORESTIER

RÉCUPÉRATION DES DONNÉES RÉGIONALES DANS LE CADRE DU PROJET DE CARTES INTERACTIVES DES ACCÈS AUX PLANS D'EAU DU QUÉBEC – FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CHASSEURS ET PÊCHEURS DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**13 000 $**)

ÉVALUATION DE LA RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE DE LA CHASSE À L'ORIGNAL EN FORÊT PUBLIQUE GASPÉSIENNE – FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES CHASSEURS ET PÊCHEURS DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**17 300 $**)

RÉCRÉOTOURISME ET VILLÉGIATURE

Le Plan d'action annuel 2013-2014 du Plan régional de développement intégré des ressources et du territoire (PRDIRT) a été réalisé en collaboration avec la Table de développement récréotouristique et de la villégiature (anciennement la Table sectorielle Territoire), à laquelle le travail de divers comités est associé. D'ailleurs, en mars 2013, le ministère des Transports du Québec a octroyé un troisième mandat de trois ans à la Table de concertation sur les véhicules hors route, coordonnée depuis 2006 par la CRNT. Les travaux de cette Table visent le développement d'un réseau de sentiers de véhicules hors route durable pour la Gaspésie.

Par ailleurs, la Conférence travaille aussi avec le ministère des Ressources naturelles pour la réalisation du Plan de mise en valeur récréotouristique du territoire public de la Gaspésie, en plus de participer à la stratégie ACCORD en récréotourisme 2012-2017.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

PROGRAMME D'OPÉRATIONS ET PRÉVISIONS DANS LES CHIC-CHOCS – CENTRE D'AVALANCHE (**30 000 $**)

PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DES RESSOURCES DU MILIEU FORESTIER

AMÉLIORATION DE L'AFFICHAGE DU SIA-QC – SENTIER INTERNATIONAL DES APPALACHES - QUÉBEC (**15 000 $**)

ENTRETIEN CONTINU DU SIA-QC – SENTIER INTERNATIONAL DES APPALACHES – QUÉBEC **(6000 $**)

SKI HORS PISTE EN GASPÉSIE, DÉVELOPPEMENT DES DOMAINES SKIABLES – COOP DE SOLIDARITÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉCRÉOTOURISTIQUE DES CHIC-CHOCS (**50 000 $**)

PÉRENNISATION DES SENTIERS DE MOTONEIGE DE LA GASPÉSIE – ASSOCIATION DES CLUBS DE MOTONEIGES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**125 000 $**)

PÉRENNISATION DES SENTIERS DE QUAD DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE – ASSOCIATION DES QUADISTES DE LA GASPÉSIE (**120 000 $**)

PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE INTÉGRÉE RÉGIONALISÉE (PAIR)

RÉALISATION D'UN PLAN DE DÉVELOPPEMENT DU SKI HORS PISTE EN GASPÉSIE – CORPORATION DE TOURISME DE MONT-SAINT-PIERRE (**5000 $**)

DIAGNOSTIC DES SENTIERS DE VÉHICULES HORS ROUTE (VHR) PHASE 2 – UNITÉ RÉGIONALE DES LOISIRS ET DES SPORTS DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES (**12 382 $**)

IDENTIFICATION ET CARTOGRAPHIE DE CIRCUITS DE COURTES RANDONNÉES – SENTIER INTERNATIONAL DES APPALACHES (**5000 $**)

MINES

À la demande du ministère des Ressources naturelles qui effectuait une consultation sur les projets d'acquisition de connaissances géoscientifiques et d'évaluation du potentiel minéral au Québec, la Conférence a transmis les besoins de connaissances de la Gaspésie dans le domaine des mines. D'autre part, le projet de cimenterie de Gisement McInnis à Port-Daniel a été appuyé par les élus, à condition qu'un comité de suivi soit mis en place et que des séances d'information publiques soient organisées, ce qui a été fait.

FORUMS sur les HYDROCARBURES
GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE

HYDROCARBURES

Deux tournées régionales des Forums sur les hydrocarbures ont été organisées en mars et en juin, l'une dressant un état de situation général des hydrocarbures en territoire gaspésien et madelinien et dans le golfe du Saint-Laurent et l'autre portant sur les modèles socioéconomiques. Ces activités, qui ont pour but de mener une réflexion régionale en offrant la possibilité aux citoyens de s'informer et de discuter des enjeux qui touchent ce sujet chaud, ont attiré environ 200 participants par tournée. Depuis la toute première tournée de forums au printemps 2012, un nouveau comité de pilotage a été mis en place pour proposer une nouvelle formule et le site web **www.hydrocarburesgim.ca** a été créé pour regrouper le plus d'information possible à ce propos et pour permettre aux internautes de prendre part à la discussion à l'aide d'une plateforme de participation citoyenne virtuelle. D'autres rencontres régionales sont prévues plus tard en 2013.

La Conférence a participé à la tournée de consultations de l'Office Canada - Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers en y déposant un mémoire, dans lequel une commission d'examen fédéral est demandée. Il est également recommandé d'adopter une vision intégrée du golfe du Saint-Laurent, comme une seule et même entité naturelle. Par ailleurs, après avoir demandé en vain d'inclure la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine dans l'évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le gaz de schiste, la CRÉ a interpelé le gouvernement du Québec à nouveau pour qu'il commande une évaluation environnementale stratégique spécifiquement sur la question des hydrocarbures en Gaspésie. Enfin, la Conférence a déposé en juin un mémoire au BAPE dans le cadre de son étude sur les impacts de l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine.

ÉOLIEN

Les activités de la Régie intermunicipale de l'énergie, mise en place par la Conférence, sont suivies avec intérêt, surtout depuis que des appels d'offres totalisant 800 mégawatts (MW) d'énergie éolienne ont été annoncés en mai dernier. Les 300 MW réservés pour les projets communautaires en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et au Bas-Saint-Laurent permettront à la Régie de déposer des projets et d'en faire bénéficier ses 36 municipalités membres. Rappelons que le dernier appel d'offres en énergie éolienne communautaire a permis au projet « Énergie éolienne communautaire Le Plateau », un parc éolien de 23 MW érigé en partenariat avec la compagnie Invenergy, de se réaliser. Le projet entrera en production au plus tard en décembre 2013.

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

SOUTIEN AU FONCTIONNEMENT DU TECHNO-CENTRE ÉOLIEN ET DU CRÉNEAU ACCORD ÉOLIEN ET À LA COORDINATION (**98 000 $**)

REGIE INTERMUNICIPALE DE L'ÉNERGIE GASPÉSIE | ÎLES-DE-LA-MADELEINE

AIRES PROTÉGÉES

Le Comité sur les aires protégées terrestres de la Gaspésie a poursuivi ses travaux visant à établir des recommandations pour bonifier le réseau d'aires protégées en Gaspésie, tout en considérant les intérêts des usagers du territoire. Ce comité est formé de représentants provenant des principaux secteurs d'activités agissant sur le territoire et de gestionnaires du territoire (MRC, ministères, etc.).

PAYSAGES

Le comité technique sur le maintien de la qualité visuelle des paysages en milieu forestier a finalisé le Guide sur le maintien de la qualité visuelle des paysages en milieu forestier qui a été adopté par la Conférence en février 2013. Le guide servira de balise dans le cadre de la planification d'aménagements forestiers intégrés sur le territoire public de la Gaspésie en ce qui a trait à la protection des paysages.

CHEMINS MULTIUSAGES

Dans le cadre de ses travaux, le comité technique concernant l'accès au territoire à partir d'un réseau de chemins multiusages, a notamment élaboré une proposition de carte pour un réseau d'accès prioritaires sur le territoire public, lequel prend par exemple en compte les points de localisation d'ambulance préalablement établis le long des principaux chemins forestiers. En 2012, une politique de sécurité ainsi qu'un code de conduite pour les différents utilisateurs du réseau de chemins multiusages ont été élaborés. Diverses recommandations concernant la fermeture de chemins, l'affichage, la prévention des bris et la communication ont été formulées par le comité lors de la dernière année.

TABLE
DE CONCERTATION
SUR LES VÉHICULES
HORS-ROUTE

CAMPAGNE DE SENSIBILISATION SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE – MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**4000 $**)

TABLES DE GESTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE

La Conférence poursuit le mandat octroyé par le ministère des Ressources naturelles qui vise la coordination des Tables locales de gestion intégrée des ressources et du territoire. Pour la forêt publique gaspésienne, trois tables locales existent afin de couvrir chacune des unités d'aménagement présentes dans la région. Ces tables ont pour principal mandat de participer à la réalisation des plans d'aménagement forestier intégré opérationnel. De plus, une table commune rassemble l'ensemble des membres des trois tables locales afin de traiter des enjeux qui sont similaires à l'ensemble de la région. Son principal mandat consiste à la réalisation du plan d'aménagement forestier intégré tactique. En 2012-2013, une rencontre de chacune des tables locales a eu lieu ainsi qu'une rencontre de la table commune.

FORUM INTERSECTORIEL DES RESSOURCES ET DU TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Dans le cadre de la mise en œuvre du PRDIRT, la Conférence coordonne les travaux du Forum intersectoriel des ressources et du territoire (FIRT) des Îles-de-la-Madeleine. Ce forum regroupe l'ensemble des intervenants de l'archipel qui sont impliqués dans la mise en valeur des ressources naturelles sur le territoire et entend mettre en œuvre 25 projets d'ici 2014. Parmi eux, certains dossiers ont franchi des étapes importantes.

D'abord, la Conférence a offert un soutien technique au Conseil d'agglomération des Îles-de-la-Madeleine afin que la gestion des terres de la Couronne lui soit déléguée par le ministère des Ressources naturelles. Une convention de gestion territoriale devrait être signée sous peu entre les deux organismes. Cette démarche permettra notamment de faciliter la cohabitation des différents usagers du territoire public, d'assurer une exploitation durable de ses ressources naturelles et de favoriser la pérennité de ses retombées économiques. Pour y arriver, la Conférence a investi 25 000 $ pour que le Centre de recherche sur les milieux insulaires et maritimes (CERMIM) réalise une étude d'opportunité, évaluant les meilleurs moyens de se doter d'un outil de gestion territorial, communément appelé « Parc régional ».

Parallèlement au projet de Charte des paysages de la Gaspésie, le Projet-Paysage des Îles permettra de doter le territoire d'un outil de gestion durable de cette ressource. Pour ce faire, un inventaire et une caractérisation des paysages seront réalisés au cours de la prochaine année. Cette vaste étude permettra aux intervenants de prendre des décisions éclairées quant aux activités qui se déroulent sur le territoire, en regard de ses aspects sociaux, culturels, environnementaux, sensibles, économiques et temporels entre autres.

De plus, la Conférence a investi 20 000 $ pour la réalisation du portrait énergétique de l'Archipel qui permettra de connaitre avec précision les besoins et l'utilisation qui est faite des combustibles fossiles dans tous les secteurs d'activités socioéconomiques. La réputée firme Dunsky a été mandatée pour réaliser cette étude, laquelle permettra de jeter les bases d'une nouvelle stratégie d'efficacité énergétique territoriale. Après un an de travail, le rapport a été déposé en juin.

PROGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DE L'APPROCHE INTÉGRÉE RÉGIONALISÉE (PAIR)

VOLET ÎLES-DE-LA-MADELEINE

PROJET D'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ POUR UN PARC RÉGIONAL - CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DES ÎLES (**25 000 $**)

BILAN D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE DE L'ARCHIPEL - CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DES ÎLES (**20 000 $**)

SOUTIEN AU MAINTIEN D'UNE RESSOURCE AFFECTÉE AUX HYDROCARBURES - CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DES ÎLES (**10 300 $**)

SOUTIEN À LA RÉALISATION DU PROJET-PAYSAGES - CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DES ÎLES (**4000 $**)

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

GESTION INTÉGRÉE DES MATIÈRES RÉSIDUELLES AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE – CERMIM (**23 000 $**)

BANCS D'ESSAI DANS UNE OPTIQUE DE GESTION INTÉGRÉE FACE AUX ENJEUX DE L'ÉROSION CÔTIÈRE – COMITÉ ZONE D'INTERVENTION PRIORITAIRE (ZIP) DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**2250 $**)

PRISES DE POSITION

Que ce soit sous forme de communiqués de presse ou de mémoires, la Conférence a pris position sur une foule de sujets d'importance pour le développement régional, dont voici des exemples :

- **Appui au projet de cimenterie à Port-Daniel, à condition qu'un comité de suivi soit mis en place et que des séances d'information publiques soient organisées (communiqué);**
- **Recommandations à l'Office Canada – Terre-Neuve et Labrador des hydrocarbures extracôtiers (Communiqué);**
- **Avis régional portant sur les propositions relatives à l'attribution des garanties d'approvisionnement dans les forêts du domaine de l'État de la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine;**
- **Appui à la mise en application, en Gaspésie, des articles de la Loi sur les véhicules hors routes (VHR) et du Règlement sur la vente, la location et l'octroi de droits immobiliers sur les terres du domaine de l'État, ce qui a permis aux clubs VHR de la région d'exploiter certains tronçons de sentiers selon des conditions spécifiques.**

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

La Conférence occupe un siège au sein de différents organismes de la région. Sa présence permet à la fois d'être à l'écoute des préoccupations provenant de tous les secteurs en plus de contribuer à la réflexion de façon à faire converger le développement régional. Voici la liste de ces organismes partenaires :

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE L'ÉNERGIE;

CRÉNEAU ACCORD ÉOLIEN;

TABLE RESSOURCES HUMAINES DU CRÉNEAU ÉOLIEN;

ASSOCIATION BOIS D'APPARENCE GASPÉSIE;

LE CONSORTIUM EN FORESTERIE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

ASSOCIATION FORESTIÈRE DE LA GASPÉSIE;

QWEB-RÉGIONS;

COMITÉ DE CIRCULATION EN FORÊT DE LA GASPÉSIE;

CORPORATION DE GESTION DE LA CERTIFICATION FORESTIÈRE GASPÉSIE;

COMITÉ DE CERTIFICATION FORESTIÈRE EN FORÊT PRIVÉE;

TABLE D'HARMONISATION DU PARC NATIONAL DE LA GASPÉSIE;

COMITÉ CONSULTATIF DU PARC NATIONAL FORILLON;

COMITÉ DU GÉOPARC DE MONT-SAINT-PIERRE;

TABLE DE CONCERTATION SUR LES HYDROCARBURES DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX INSULAIRES ET MARITIMES (CERMIM);

GROUPE RÉFÉRENCE EN ENVIRONNEMENT DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

ÉQUIPE DE RÉTABLISSEMENT DU CARIBOU DE LA GASPÉSIE.

JEUNESSE

La Commission jeunesse participe aux travaux de la Conférence et exerce un rôle-conseil sur les enjeux jeunesse dans le cadre du Plan quinquennal de développement et de la Stratégie d'établissement durable et en collaboration avec le RESSORT et Complice – Persévérance scolaire.

JOURNÉE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

La septième Journée de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine a été réalisée le 6 juin dernier en collaboration avec les Places aux jeunes de la région, les Services d'accueil aux nouveaux arrivants, Gaspésie Gourmande et Le bon goût frais des Îles. Le thème de cette Journée était « Mangeons bleu » afin de souligner notre fierté envers les producteurs et les transformateurs gaspésiens et madelinots. Un concours de recettes à partir de produits régionaux a été lancé. Les activités proposées ont sollicité la participation des écoles, des entreprises et de la population de la région. En plus de s'habiller en bleu, la population a pu afficher sa fierté grâce à des autocollants électrostatiques et une application Facebook.

CONCOURS BRISE LES MYTHES

Le concours Brise les mythes visait à susciter la réflexion sur les mythes qui touchent la région : il n'y a pas d'emploi, il n'y a pas d'activités, la région est fermée l'hiver, les jeunes s'exilent, etc. La population était invitée à participer à la « destruction » de ces derniers par la réalisation de courtes vidéos. Organisée par la Commission jeunesse, cette campagne s'inscrit dans le cadre de la Stratégie d'établissement durable de personnes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. Un site Internet et un blogue ont été créés dans le cadre de ce projet.

CONCOURS JE PRENDS MA PLACE

Par son mandat de participation citoyenne des jeunes, la Commission jeunesse a réalisé au printemps 2013 pour une sixième année le concours Je prends ma place. Ce concours a pour objectifs de reconnaître, de valoriser, de promouvoir et de récompenser l'engagement bénévole des Gaspésiens et Madelinots âgés de 18 à 35 ans, tout en soulignant leurs talents, leur créativité et leur détermination. Le lauréat régional choisi par un jury, Olivier Poulin, a reçu une bourse de 1 000 $ et participera à l'automne prochain à une activité nationale de reconnaissance à Québec. Deux autres bourses de 300 $ et 200 $ ont été remises respectivement aux deuxième et troisième positions grâce à la participation de la Conférence.

ACTION JEUNESSE STRUCTURANTE EN PARTICIPATION CITOYENNE

Une entente régionale en participation citoyenne 2013-2015 a été signée par la Conférence, la Commission jeunesse et les Carrefours jeunesse-emploi de la région. Les principaux objectifs du plan d'action sont d'inciter les jeunes Gaspésiens et Madelinots de 12 à 35 ans à s'engager dans leur milieu, de soutenir ceux qui sont impliqués dans leur milieu et de reconnaître leur implication.

CONSULTATION VISION JEUNESSE

La Commission jeunesse a rendu public les résultats de la consultation Vision jeunesse 2012 à laquelle 1 232 jeunes ont participé. Parmi les différents enjeux, il apparait une fois de plus que de mettre des efforts pour s'assurer d'avoir des jeunes qui reviennent, travaillent et demeurent dans la région est une priorité. Les autres priorités identifiées sont d'appuyer le démarrage de nouvelles entreprises, de faciliter l'accès à une maison ou un logement, d'augmenter la quantité de services pour les jeunes ayant des difficultés, d'augmenter la quantité et l'accessibilité aux loisirs, de promouvoir la fierté de vivre en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de favoriser l'implication des jeunes dans leur milieu.

PRISES DE POSITION DE LA COMMISSION JEUNESSE

- État des préoccupations du logement en région pour les jeunes à la Commission populaire itinérante sur le droit au logement du Front d'action populaire en réaménagement urbain;
- Appui au dépôt d'un projet de loi à l'Assemblée nationale pour permettre les bureaux de révision et de vote sur les campus en décembre 2013 et son adoption à l'unanimité en avril 2013 (communiqué);
- Appui au maintien de l'offre de services des activités hivernales dans le Parc national Forillon;
- Appuie à la ville de Gaspé dans le dossier de la protection de l'eau potable (communiqué);
- Mémoire conjoint de la Commission jeunesse et de la Conférence dans le cadre du Sommet de l'enseignement supérieur (mémoire);
- Délégation régionale à l'École d'hiver de l'Institut du Nouveau Monde (INM) dans le cadre du sommet de l'enseignement supérieur.

FONDS RÉGIONAL D'INVESTISSEMENT JEUNESSE (FRIJ)

STRATÉGIE DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE 2012-2015 - COMITÉ DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**35 000 $**)

PLAN D'ACTION RÉGIONAL - COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE (**75 000 $**)

PARTICIPATION CITOYENNE 2013-2015 - COMMISSION JEUNESSE (**133 200 $**)

STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE DE PERSONNES – CRÉGÎM (**750 000 $**)

FONDS JEUNESSE RENÉ-LÉVESQUE

SECONDAIRE EN SPECTACLE – UNITÉ RÉGIONALE EN LOISIR ET SPORT GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE (**2 000 $**)

PARTENARIAT AVEC LES ORGANISMES RÉGIONAUX

COMITÉ DE VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET TECHNIQUE GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE;

FONDATION GÉRARD-D.-LEVESQUE;

COMITÉ-CONSEIL DU RÉSEAU DES PARTENAIRES DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS;

GROUPE-CONSEIL EN CONDITION FÉMININE DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE;

TABLE RÉGIONALE D'ACTION EN ENTREPRENEURIAT.

COMMUNICATION ET MARKETING

La Conférence régionale des élus Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine se démarque par sa volonté d'entrer en interaction, non seulement avec ses partenaires socioéconomiques, comme le prévoit son mandat, mais aussi avec la population. Ainsi, lors des rencontres publiques du conseil d'administration, la transparence est évidemment de mise, puisque de l'espace est prévu pour accueillir les citoyens, de même qu'une période de questions. Ces rencontres sont d'ailleurs suivies avec intérêt par les journalistes. Des communiqués de presse sont donc publiés à la fin de chaque rencontre à leur intention. Notre site Internet (www.cre-gim.net) permet également à la population de connaitre le contenu des rencontres publiques sans être obligée de se déplacer. La Conférence s'est également tournée vers la vidéo, support très populaire sur les réseaux sociaux, afin de faire le résumé des points forts des rencontres et tenter d'informer le plus grand nombre de personnes. Un effort additionnel a été déployé l'an dernier, alors que la Conférence est devenue l'une des rares organisations de la région à webdiffuser en direct l'intégralité des rencontres de son conseil d'administration. Plusieurs autres actions en communication ont été réalisées tout au long de l'année afin d'inciter les citoyens à participer à diverses consultations publiques ou à d'autres types d'événements.

De plus, une ressource en marketing social et territorial travaille à l'interne sur des stratégies efficaces pour bien positionner les différents dossiers de développement coordonnés par la Conférence. Dans une mission où la concertation est dominante, il est impératif de tout mettre en œuvre afin de mobiliser les troupes et de véhiculer des messages clairs, que ce soit vis-à-vis des partenaires de développement ou de la population. Le marketing social permet à la Conférence de mieux « vendre » les idées et les projets qui cherchent à répondre aux besoins des milieux. Le marketing territorial vise surtout à ce que la région se démarque sur différents plans, selon ses forces et ses potentialités.

Un accompagnement en marketing social et territorial a été effectué sur différents dossiers en 2012-2013, par exemple, l'idéation et la mise en ligne du site web EspaceTourismeDurable.com, le lancement et la mise en place du Réseau solidaire pour le rayonnement des territoires (RESSORT), la conceptualisation et la diffusion du Plan numérique régional, la réflexion sur les outils de la stratégie d'établissement durable et des Forums sur les hydrocarbures, la promotion du Rendez-vous sur la recherche et l'innovation, l'élaboration d'un projet de visite virtuelle régionale, la promotion du mentorat pour entrepreneurs, la préparation du plan de campagne de la Gaspésie faunique, ainsi que le positionnement global et la réalisation du Plan quinquennal de développement 2013-2018.

Le service des communications a également soutenu les autres organismes sous la gouverne de la Conférence, tels que la Commission des ressources naturelles et du territoire, la Société du chemin de fer de la Gaspésie, Complice – Persévérance scolaire, le RESSORT, etc.

Dans le but de profiter d'une visibilité optimale, la Conférence a octroyé plus de 20 000 $ en commandites à des organismes de la région. Une partie du budget a également été remise en bourses d'études, pour encourager la persévérance scolaire.

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION

Pour mettre en œuvre sa vision régionale, la Conférence régionale des élus peut conclure des ententes avec le gouvernement du Québec. Elle choisit de plus en plus la voie de la collaboration plutôt que celle des ententes spécifiques lorsqu'aucune modulation de programme n'est en jeu, car cette formule offre plus de souplesse.

Pour faciliter la lecture de cette section sur les ententes spécifiques, les ministères suivants seront désignés par leur sigle :

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE – **MAMROT**;

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION – **MAPAQ**;

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS – **MCC**;

MINISTÈRE DU DES FINANCES ET DE L'ÉCONOMIE – **MFE**;

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT – **MELS**;

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE – **MESS**;

MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AÎNÉS – **MFA**;

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES – **MICC**.

ENTENTE SPÉCIFIQUE VISANT L'ADAPTATION DES SERVICES ET INFRASTRUCTURES RÉGIONALES POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES AINÉES DANS LA RÉGION DE LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2007-2013
PARTENAIRES	• MAMROT • MFA • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	1 190 000 $
BUT	Adapter les services et les infrastructures régionales dans le but d'améliorer les conditions de vie des personnes ainées de la région par la mise en commun de ressources financières ou autres.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Permettre à des partenaires gouvernementaux, municipaux, régionaux, universitaires, associatifs ou communautaires de convenir d'objectifs et de projets communs visant la meilleure contribution des personnes ainées à leur communauté. • Contribuer à la conception ou au soutien de projets visant à améliorer la condition de vie des ainés. • Favoriser la participation sociale des ainés au développement de leur communauté locale et régionale.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds pour l'amélioration des conditions de vie des personnes ainées

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION

ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION DES ACTIONS EN ÉCONOMIE SOCIALE EN GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2009-2014
PARTENAIRES	• MAMROT • Pôle régional d'économie sociale • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	500 000 $
BUT	Favoriser la structuration du secteur de l'économie sociale en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine par la mise en commun de ressources financières ou autres.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Favoriser la concertation, les échanges et le partage d'expériences entre les entreprises d'économie sociale. • Identifier des champs d'activité d'application à l'économie sociale. • Favoriser les échanges d'information entre les entreprises d'économie sociale, les partenaires de soutien et le Pôle. • Connaître la situation de l'économie sociale en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine • Sensibiliser les acteurs du développement à l'échelle locale, régionale et nationale aux réalités de l'économie sociale. • Consolider la reconnaissance du Pôle à l'échelle locale, régionale et nationale.

ENTENTE SPÉCIFIQUE DE RÉGIONALISATION DE L'IMMIGRATION EN GASPÉSIE ET AUX ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2008-2013
PARTENAIRES	• MAMROT • MICC • MESS • Agence de la santé et des services sociaux GÎM • Cégep de la Gaspésie et des Îles • Commission scolaire des Chic-Chocs • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	870 000 $
BUT	Attirer des personnes immigrantes et favoriser leur établissement durable dans la région de la GÎM, par la mise en commun de ressources financières ou autres, dans le respect des mesures, programmes et normes de gestion applicables aux parties concernées. Elle détermine le rôle et les responsabilités des parties.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Doter la région d'un cadre d'intervention en immigration. • Augmenter le nombre de personnes immigrantes qui s'établissent dans la région de la GÎM, notamment en favorisant l'établissement d'étudiants internationaux présentement aux études en GÎM et en favorisant l'établissement de travailleurs qualifiés répondant aux besoins de main-d'œuvre de la région. • Soutenir les partenaires locaux et régionaux dans leurs interventions de planification et de réalisation d'activités ou de projets liés au recrutement et à l'établissement des personnes immigrantes en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. • Faciliter l'intégration culturelle, sociale et professionnelle des personnes immigrantes et reconnaître leur apport économique et social au développement de la région dans l'optique d'une occupation dynamique du territoire.
SOUTIEN FINANCIER	• Fonds d'appui en sensibilisation du milieu à l'immigration • Fonds de soutien à l'établissement de services d'accueil et d'intégration de personnes immigrantes

ENTENTE DE PARTENARIAT RÉGIONAL EN TOURISME DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2012-2015
PARTENAIRES	• MAMROT • Ministère du Tourisme • Association touristique régional (ATR) Îles-de-la-Madeleine • Municipalité des Îles-de-la-Madeleine • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	240 000 $
BUT	Associer les partenaires locaux, régionaux et gouvernementaux à la réalisation de priorités régionales de développement de l'offre touristique en vue de maximiser l'apport de l'industrie touristique à l'économie de la région touristique des Îles-de-la-Madeleine. Plus particulièrement, elle a pour objet de définir les engagements des parties et les modalités entourant le soutien à des projets collectifs de la Politique-cadre de développement touristique permettant de développer l'offre dans la région touristique des Îles-de-la-Madeleine.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Travailler en étroite collaboration, dans le respect de leurs mandats respectifs, en vue de développer et de renouveler l'offre touristique en région. • Soutenir des projets de nature régionale qui possèdent un caractère structurant et qui contribuent à renouveler l'offre touristique.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds touristique des Îles-de-la-Madeleine

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE CERF DE VIRGINIE

DURÉE	2009-2014
PARTENAIRES	• MRNF • Fondation de la faune du Québec • Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs - Secteur Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine • Société des établissements de plein air du Québec • Association provinciale des trappeurs indépendants - Conseil de la Gaspésie • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	180 000 $
BUT	Préciser les engagements des parties pour poursuivre la mise en oeuvre du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie sur le territoire de la Gaspésie, instauré en 1999.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Constituer un fonds pour exécuter les plans d'intervention prévus pour les cinq prochaines années, dans le cadre du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie de la Gaspésie. • Établir les responsabilités des partenaires et les modalités de mise en oeuvre des trois volets du Programme de mise en valeur du cerf de Virginie de la Gaspésie, à savoir: -Contrôle de la prédation par le coyote; -Nourrissage d›urgence lors des hivers difficiles; - Aménagement de l'habitat du cerf de Virginie.

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE BUREAU DE LA LOGISTIQUE DU TRANSPORT DE LA GÎM

DURÉE	2010-2013
PARTENAIRES	• MFE • Transformation alimentaire Québec • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	360 000 $
BUT	Préciser les engagements des parties pour la mise en place d'un bureau de logistique du transport. Ce dernier a pour mandat de soutenir les entreprises des divers secteurs industriels et commerciaux de la région dans l'optimisation et la rationalisation de leur chaîne logistique.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Constituer un fonds de 360 000 $ pour le développement du projet dans sa phase pilote, d'une durée de trois ans. • Établir les responsabilités des partenaires et les modalités de mise en œuvre.

ENTENTE SPÉCIFIQUE RÉGIONALE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE LA RÉGION GASPÉSIE–ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2013
PARTENAIRES	MCC CRÉGÎM Commission jeunesse GÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	385 000 $
BUT	Définir les modalités de la participation de chacune des parties à l'égard de la réalisation de projets et d'initiatives qui s'inscrivent dans l'atteinte des objectifs liés à chacun des trois volets de l'entente : • Le soutien à la mise en valeur du patrimoine; -Fonds de soutien aux organismes œuvrant à la mise en valeur du patrimoine; -Soutien à la mise en réseau et au développement des organisations muséales; • Le soutien à la persévérance scolaire et à la réussite éducative des jeunes gaspésiens et madelinots par le biais de projets culturels qui visent à développer leurs habitudes et leurs habiletés de lecture; • Le soutien au développement du tourisme culturel dans une perspective de développement durable.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Encourager la réalisation de projets ayant pour but la mise en valeur du patrimoine et la sensibilisation du public à son importance en soutenant des initiatives et pratiques innovantes. • Soutenir la consolidation des réseaux muséaux ainsi que les initiatives qui visent à partager des ressources et la mise en œuvre de projets communs entre le réseau de la Gaspésie et celui des Îles-de-la-Madeleine. • Soutenir le développement et la consolidation de l'événement régional Livre en fête ! en plus d'une étude sur les habiletés de lecture, d'un programme de conscientisation et de formation et d'un plan régional de sensibilisation aux livres et à la lecture. • Encourager les initiatives de développement du tourisme culturel en priorisant le soutien aux organismes culturels régionaux.
SOUTIEN FINANCIER	Fonds de soutien aux organismes œuvrant à la mise en valeur du patrimoine

ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES ARTS ET DES LETTRES POUR LA GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	• MCC • CALQ • CRÉGÎM • Commission Jeunesse GÎM • ARRIMAGE • CCG
INVESTISSEMENT TOTAL	510 000 $
BUT	L'entente vise à identifier les engagements de chacune des parties, dans le respect des mesures, des programmes et des normes de gestion qui leur sont applicables, pour assurer l'atteinte des objectifs généraux, de même que des objectifs spécifiques liés à chacun des trois volets suivants : • VOLET 1 — Soutien aux artistes et écrivains professionnels; • VOLET 2 — Soutien aux organismes artistiques et littéraires professionnels; • VOLET 3 — Soutien à la promotion et à la diffusion de l'entente.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Encourager et soutenir le développement des arts et des lettres en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. • Favoriser l'émergence d'une pratique artistique et littéraire auprès de la jeune relève âgée de trente-cinq ans et moins. • Consolider des organisations artistiques professionnelles qui ont un impact significatif sur le développement des arts et des lettres dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
SOUTIEN FINANCIER	• Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (volet 1 — artistes et écrivains) • Fonds des arts et des lettres de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (volet 2 — organismes artistiques professionnels)

ENTENTES SPÉCIFIQUES DE PARTENARIAT ET DE COLLABORATION

ENTENTE DE COLLABORATION EN CONDITION FÉMININE

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	• MAMROT • Table de concertation des groupes de femmes GÎM • Fonds d'investissement en entrepreneuriat régional pour elles • Commission scolaire des Chic-Chocs • Commission scolaire René-Lévesque • Commission scolaire des Îles • Commission scolaire Eastern Shores • Cégep de la Gaspésie et des Îles • Groupe Collegia • MELS • MESS • MCC • Commission jeunesse GÎM • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	899 278 $
BUT	Permettre la mise en œuvre des actions déterminées et évaluées par le Groupe-conseil en condition féminine de la Gaspésie et des Îles. La Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, ainsi que Femmessor GÎM en assurent la gestion et l'opérationnalisation.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	Principalement, l'entente vise à diminuer l'écart entre les hommes et les femmes sur les plans socioéconomique et politique. Tous les partenaires se concertent pour : • Viser la parité dans les instances locales et régionales en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine. • Soutenir et accompagner les municipalités en vue de l'implantation d'une politique d'égalité dans les conseils municipaux de la région. • Favoriser la diversification des choix de carrières des filles et des femmes, leur insertion et leur maintien en emploi majoritairement masculin. • Susciter l'intérêt des jeunes de la région et leur participation à la vie démocratique (participation citoyenne) de même que contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de la socialisation liés à la division sexuelle des rôles auprès des jeunes filles et des jeunes garçons. • Instaurer une pratique d'analyse différenciée selon les sexes, toujours dans le but de corriger les inégalités entre les hommes et les femmes. • Faire la promotion de l'entrepreneuriat féminin comme outil de création d'emploi et de développement économique de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
SOUTIEN FINANCIER	• Projets novateurs • Chapeau les Filles!

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LA MISE EN PLACE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT RAPPROCHÉ AUX ENTREPRISES DE LA GASPÉSIE ET DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2014
PARTENAIRES	• MFE • MAMROT • CRÉGÎM
INVESTISSEMENT TOTAL	525 000 $
BUT	Implanter le Service d'accompagnement rapproché aux entreprises et offrir un soutien sur mesure à celles qui possèdent un fort potentiel de croissance et de développement, et ce de manière à générer des retombées économiques, sociales et environnementales sur le territoire de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Constituer un fonds de 525 000 $ pour l'implantation, le développement et la réalisation du projet sur une période de trois ans. • Accroître la capacité innovante des entreprises à fort potentiel de croissance et de développement.

ENTENTE DE PARTENARIAT POUR LE SOUTIEN AUX ACTIVITÉS EN PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE ET RÉUSSITE ÉDUCATIVE DE COMPLICE – PERSÉVÉRANCE SCOLAIRE GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE

DURÉE	2011-2015
PARTENAIRES	• Commission scolaire des Chic-Chocs • Commission scolaire René-Lévesque • Commission scolaire des Îles • Commission scolaire Eastern Shores • MELS • Emploi-Québec • Réunir Réussir • Commission jeunesse • CRÉGÎM (fiduciaire)
INVESTISSEMENT TOTAL	1 700 000 $
BUT	• Susciter la mobilisation et soutenir les initiatives qui favorisent l'amélioration de la persévérance scolaire et de la réussite éducative des jeunes de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.
OBJECTIFS GÉNÉRAUX	• Favoriser l'arrimage et la cohérence des actions en persévérance scolaire au sein de la région et des MRC; • Agir en priorité sur les conditions de réussite, telles que la participation des parents, l'implication de la communauté, la relation famille-école, l'intensité et la continuité des interventions auprès du jeune; • Agir en priorité dans les communautés défavorisées où l'accumulation des facteurs de risques chez le jeune est plus importante; • Favoriser l'émergence d'actions innovatrices et susceptibles de transformer de manière durable les approches locales et régionales; • Outiller la région pour qu'elle évalue avec rigueur les actions soutenues; • Susciter l'engagement des partenaires régionaux et locaux dans les initiatives soutenues (engagements financiers, humains et matériels).
SOUTIEN FINANCIER	Fonds de soutien en persévérance scolaire

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Le gouvernement du Québec verse à la Conférence régionale des élus le Fonds de développement régional (FDR) qu'elle doit administrer pour le développement de la région.

Ainsi, au cours de la dernière année, 2 392 924 $ ont été consacrés au financement de plusieurs projets, dont 761 176 $ dans le volet Projets structurants, 728 174 $ dans le volet Ententes spécifiques, 410 500$ dans le volet Soutien aux organismes de développement, 25 000 $ dans le volet International et 468 074$ pour la réalisation de projets régionaux.

Au total, les fonds investis par la Conférence ont généré des investissements totaux de l'ordre de 12,98 M$.

ÉTAT DES ENGAGEMENTS 2012-2013

FDR VOLET PROJETS STRUCTURANTS	INVESTISSEMENT	CONFÉRENCE
Fonds de lutte à la pauvreté et l'exclusion sociale – MRC de La Haute-Gaspésie	100 000 $	25 000 $
Soutien à la recherche en GÎM – UQAR	340 000 $	90 000 $
Gestion intégrée des matières résiduelles aux Îles-de-la-Madeleine	333 333 $	23 000 $
Produire la santé ensemble	251 863 $	20 000 $
Ressource en entrepreneuriat scolaire en Haute-Gaspésie 2012-2014	80 507 $	10 000 $
Plan de développement touristique de Grosse-Île	825 030 $	50 000 $
Créneau ACCORD Ressources, sciences et technologies marines 2012-2015	133 581 $	15 721 $
Technocentre des TIC	658 500 $	50 000 $
Bancs d'essai dans une optique de gestion intégrée face aux enjeux de l'érosion côtière	153 339 $	2 250 $
États généraux du cinéma en Gaspésie	47 500 $	7 500 $
Économusée des pêches sur la pointe de Grande-Entrée	1 754 727 $	100 000 $
La route des belvédères 2012-2013	220 000 $	20 570 $
Percé l'incontournable (études de l'an 2) Stratégie ACCORD	102 000 $	20 000 $
Coordination ACCORD récréotourisme	167 780 $	16 667 $
GRAFFICI.CA	177 000 $	60 000 $
Stratégie de valorisation de la formation professionnelle et technique 2012-2015	33 750 $	5 000 $
Géoparc de Percé	91 560 $	64 748 $
Forum Recherche et Innovation	22 570 $	11 250 $
Financement du programme d'opérations et prévisions dans les Chic-Chocs	84 115 $	30 000 $
Mise en place d'un organisme spécialisé dans le domaine du budget, du crédit et dans la défense des droits des consommateurs et consommatrices de la Gaspésie et consommateurs de la Gaspésie	10 520 $	5 970 $
Salle communautaire de télé-enseignement dans la MRC de La Haute-Gaspésie	126 000 $	76 000 $

FDR VOLET PROJETS STRUCTURANTS (SUITE)

	INVESTISSEMENT	CONFÉRENCE
La Cité - CD Spectacle	32 500 $	22 500 $
Mission commerciale: North Atlantic Fish and Workboat Show	9 044 $	5 000 $
Rencontre technologique sur la valorisation des coproduits marins	15 038 $	5 000 $
Congrès annuel de l'AQIP- 2012	114 200 $	5 000 $
Raid international Gaspésie	690 000 $	10 000 $
Soutien aux déplacements des jeunes Madelinots aux diverses compétitons sportives et événements régionaux des loisirs	60 000 $	10 000 $
TOTAL	**6 634 457 $**	**761 176 $**

FDR VOLET ENTENTES SPÉCIFIQUES

Entente spécifique de régionalisation des actions en économie sociale en Gaspésie et aux Îles-de-la-Madeleine (2009-2014)	100 000 $	50 000 $
Entente de partenariat- Bureau de logistique du transport de la GÎM	180 000 $	105 000 $
Entente de partenariat pour le cerf de Virginie de la Gaspésie (2009-2014)	47 000 $	10 000 $
Entente de partenariat en tourisme aux Îles-de-la-Madeleine	93 334 $	23 334 $
Entente de partenatiat- SARE	75 000 $	75 000 $
Entente de partenariat pour le soutien aux événements culturels 2010-2013	100 000 $	100 000 $
Complice – Persévérance scolaire Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	20 000 $	20 000 $
Engagement jeunesse 2010-2014	73 379 $	6 615 $
Soutien financier de l'entente de collaboration en condition féminine et volet entrepreneuriat (2011-2014)	299 759 $	63 225 $
Renouvellement de l'entente de partenariat arts et lettres (2011-2014)	170 000 $	50 000 $
Renouvellement de l'entente régionale sur le développement culturel (2011-2013)	110 000 $	110 000 $
Les événements festifs comme modèle structurant du développement du territoire 2011-2012	15 000 $	15 000 $
Stratégie d'établissement durable	445 100 $	25 000 $
Entente en immigration 2012-2017	50 000 $	50 000 $
Réseau des partenaires en développement des collectivités	123 200 $	25 000 $
TOTAL	**1 901 772 $**	728 174 $

FDR VOLET ENTENTES SPÉCIFIQUES (SUITE)	INVESTISSEMENT	CONFÉRENCE
Commission Jeunesse	251 670 $	87 500 $
Soutien annuel récurrent au fonctionnement de GIMXPORT	400 000 $	75 000 $
Soutien au fonctionnement de la SODIM	275 000 $	75 000 $
Bon goût frais des Îles	286 780 $	18 000 $
Gaspésie Gourmande	274 400 $	18 000 $
UPA agent de développement	93 567 $	10 000 $
Table de concertation bioalimentaire de la Gaspésie	96 150 $	29 000 $
Soutien au fonctionnement du TechnoCentre éolien et du créneau ACCORD éolien et à la coordination	2 008 026 $	98 000 $
TOTAL	**3 685 593 $**	**410 500 $**
International 2012-2013	25 000 $	25 000 $
TOTAL	**25 000 $**	**25 000 $**
Projet de politique-cadre en tourisme en Gaspésie	120 000 $	120 000 $
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine : région numérique	75 000 $	75 000 $
Développement de services partagés en technologie de l'information en Gaspésie	45 000 $	15 000 $
Agence de géomatique – Étude de faisabilité	25 000 $	25 000 $
Plan quinquennal de développement 2013-2018	50 000 $	50 000 $
Conseil régional de mentorat Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	15 000 $	15 000 $
Fonds de transport collectif régional	400 000 $	163 074 $
Stratégie régionale en recherche et innovation	5 000 $	5 000 $
TOTAL	**735 000 $**	**468 074 $**
	12 981 822 $	**2 392 924 $**

LES MEMBRES

LE BUREAU DE DIRECTION

M. BERTRAND BERGER, PRÉSIDENT

M. JOËL ARSENEAU, VICE-PRÉSIDENT

M. JEAN-NOËL SERGERIE, SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

MRC D'AVIGNON	M. Bertrand Berger, président et préfet d'Avignon M. Denis Henry, maire de Carleton-sur-Mer M. David Leblanc, représentant de la société civile
MRC DE BONAVENTURE	M. Jean-Guy Poirier, préfet de Bonaventure Mme Nicole Appleby, mairesse de New Richmond M. Berthold Gagné, représentant de la société civile
MRC DE LA HAUTE-GASPÉSIE	M. Allen Cormier, préfet de La Haute-Gaspésie Mme Micheline Pelletier, mairesse de Sainte-Anne-des-Monts M. Jean-Noël Sergerie, secrétaire-trésorier et représentant de la société civile
MRC DE LA CÔTE-DE-GASPÉ	M. François Roussy, préfet de La Côte-de-Gaspé Mme Délisca Roussy, mairesse de Murdochville M. Aline Smith, représentante de la société civile
MRC DU ROCHER-PERCÉ	Mme Diane Lebouthillier, préfète du Rocher-Percé Mme Louisette Langlois, mairesse de Chandler M. Aurèle Doucet, représentant de la société civile
MUNICIPALITÉ DES ÎLES-DE-LA-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	M. Joël Arseneau, vice-président et maire de la Municipalité des Îles M. Jonathan Lapierre, conseiller municipal M. Arthur Miousse, représentant de la société civile

LE PERSONNEL

DIRECTION, COORDINATION ET ADMINISTRATION

GILBERT SCANTLAND, DIRECTEUR GÉNÉRAL
CHRISTINE BLANCHETTE, COORDONNATRICE DES OPÉRATIONS
KAROLINE MORRIS, COORDONNATRICE DE L'ADMINISTRATION
GENEVIÈVE MILOT, AGENTE ADMINISTRATIVE
LOUISE LAPOINTE, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
MARIE-ÈVE LANGLOIS, TECHNICIENNE EN ADMINISTRATION
DIANE JALBERT, SECRÉTAIRE
GUYLAINE POIRIER, SECRÉTAIRE
HÉLÈNE LAFLAMME, SECRÉTAIRE

SERVICE DES COMMUNICATIONS ET DU MARKETING

EVE DUPRÉ-GILBERT, AGENTE EN MARKETING SOCIAL ET TERRITORIAL
SONIA LANDRY, RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS ET DES RELATIONS AVEC LES MÉDIAS

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CLAUDE RICHARD, COORDONNATEUR

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL

GAËTANNE MAUGER, SOLIDARITÉ ET INCLUSION SOCIALE
GENEVIÈVE GAGNÉ, ÉCONOMIE SOCIALE
JOSÉE KALTENBACK, IMMIGRATION
JOSIANE MICHAUD, CONDITION FÉMININE, FAMILLE ET ENFANCE
JULIE RUEST, STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE
LOUIS-FRANÇOIS BÉLANGER, RÉUSSITE ÉDUCATIVE DES JEUNES
MARYÈVE CHARLAND-LALLIER, STRATÉGIE D'ÉTABLISSEMENT DURABLE

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ANTOINE AUDET, DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET COMMUNICATIONS
BENOÎT BAZINET, MOBILITÉ DURABLE, INFRASTRUCTURES ET SERVICES PUBLIQUES
CAROLINE LECLERC, RESSOURCES, SCIENCES ET TECHNOLOGIES MARINES / AGRICULTURE ET BIOALIMENTAIRE
LISE HARRISSON, SERVICE D'AIDE AUX ENTREPRISES
VINCENT LANDRY, TOURISME DURABLE ET CULTURE

CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES NATURELLES

AMANDINE CHAPELLE, HYDROCARBURES
ANNIE LEPAGE, MILIEU FAUNIQUE ET COORDINATION DES TABLES GIRT
MARC-OLIVIER MASSÉ, TERRITOIRE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE
MATHIEU LEBLANC, RÉCRÉOTOURISME ET COORDINATION DES TABLES GIRT
JÉRÔME FOURNIER, SECTEUR FORESTIER
YVES BRIAND, RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
MARIO LANDRY, COORDINATION DU PROGRAMME DE MISE EN VALEUR DU MILIEU FORESTIER – VOLET II

COMMISSION JEUNESSE

ANNIE ROBICHAUD, COORDINATION
CLAUDE CYR, AGENT DE DÉVELOPPEMENT
KIM POIRIER, ENGAGEMENT JEUNESSE
SANDRA MCNEIL, COMMUNICATIONS ET PARTICIPATION CITOYENNE

CRÉGÎM
CONFÉRENCE RÉGIONALE DES ÉLUS
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Mobiliser • Soutenir • Développer

153-2, rue de la Reine, Gaspé (Québec) G4X 1T5
TÉLÉPHONE : 418 368-6171 ou 1 800 463-6178 | TÉLÉCOPIEUR : 418 368-6052
www.cre-gim.net | cre-gim@cre-gim.net